

2 Politique

En attendant le Haut-Ogooué Une agitation vaine et stérile ?



Emmanuel Isoze Ngondet...



... Yves Fernand Manfoumbi...



... Régis Immongault, comme d'autres, ont été reconduits au Bureau politique du PDG.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Emmanuel Isoze Ngondet, Alain-Claude Bilie-By-Nze, Yves-Fernand Manfoumbi, Léon Nzouba, autant de cadres du Parti démocratique gabonais (PDG) qui ont été reconduits à la fonction de membre du Bureau politique du parti au pouvoir dans leurs localités respectives. Venant ainsi doucher les "maigres" espoirs de leurs adversaires et détracteurs qui, sans attendre la tenue des scrutins, se sont précipités à contester leur leadership. C'est dire que l'agitation alimentée n'aura servi à rien. Sauf à faire, comme certains le pensent, tout simplement du bruit.

LES "fameuses" batailles de la Ngounié, de Makokou (Ogooué-Ivindo), de la Nyanga, voire de l'Ogooué-

Lolo, n'ont finalement pas eu lieu. Du moins, le débat alimenté sur la défaite programmée de certains "camarades" a été un pétard mouillé. Tant Emmanuel Isoze Ngondet, Alain-Claude Bilie-By-Nze, Léon Nzouba, Guy-Bertrand Mapangou, Yves-Fernand Manfoumbi, Jean Massima, Régis Immongault Tatangani ou Blaise Louembe, ont tous été reconduits comme membres du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG). Alors que leurs adversaires avaient prêté dans les médias un "schisme politique".

Dans la Ngounié, à Mouila notamment, beaucoup avaient pronostiqué la fin de Léon Nzouba. Pourtant, sans véritable surprise, l'ancien ministre de la Santé l'a emporté haut la main. Tout comme, à Ndendé, Fougoumou ou Mandji, rien n'a

bougé. Les mêmes ont été plébiscités. Guy-Bertrand Mapangou, Christophe Bouango (sénateur), Jean Koumbi Guiedy, Yves-Fernand Manfoumbi ont tous vaincu leurs "adversaires". Surtout que certains "doyens", Marcel Doupamy Matoka et Lucie Milebou Aubusson Mboussou, dans cette localité, ont décidé d'être en phase avec la "régénération" et "revitalisation" prônées lors de ces conseils provinciaux.

Dans cette dynamique d'élection à risque selon certains, il y avait celles qui se tenaient dans les deux arrondissements de la commune de Makokou et ses environs. Là, du fait des candidatures de Emmanuel Isoze Ngondet et Alain-Claude Bilie-By-Nze, les confrontations s'annonçaient "épiques". C'est du moins ce que laissaient en-

tendre leurs challengers. Parmi ceux-ci, l'on pourrait citer les "camarades" Berni Bie Emame et Frédéric Ntera Etoua. Lesquels n'auront pas manqué de se répandre, à travers les canaux traditionnels, et sur le terrain quant à leurs capacités à l'emporter. Si le premier cité n'a obtenu que 25 voix contre 423 pour son adversaire direct, Alain-Claude Bilie-By-Nze, le second a été largement battu par Joël Nkegna par 900 voix contre 68. De son côté, le membre du Comité permanent du Bureau politique sortant, Emmanuel Isoze Ngondet s'arrogait toutes les 923 voix du collège électoral. En outre, nombreux sont ceux qui estiment que, le tollé soulevé par la décision du secrétariat exécutif, de reporter sine die le scrutin dans l'Ogooué-Ivindo serait à l'origine de tout ce "bruit".

Ils ont, notamment, reproché à Eric Dodo Bounguenda et les siens d'avoir fait dans un "excès de zèle" qui ne se justifiait pas. Suscitant une adversité, sur fond d'animosité, qui pouvait être évitée. Pis, le fait d'avoir un chef du gouvernement et un ministre d'Etat parmi les postulants donnait plutôt l'impression de vouloir en découdre. Jusqu'à présent, les militants de cette partie du pays n'ont toujours pas compris le véritable fond d'un report qui aurait pu être évité si tout avait été clair dans les esprits de tous les militants. Non sans considérer que certains dommages auraient du être prévenus, notamment réveiller des velléités endormies dans les chaumières d'une province pourtant acquise au PDG et à son "Distingué camarade président". Et on aurait dû

éviter l'accident tragique qui endeuille de nombreuses familles de cette région.

Au final, même si la volonté des dirigeants du parti des "masses" est de donner une autre dynamique à cette machine qui se grippe de plus en plus, il ressort qu'à l'heure du bilan, les "grandes manœuvres" pour écarter les uns au profit d'autres, ne devraient pas avoir pour vocation de ramener la sérénité, tant souhaitée, dans les rangs. Tout le contraire, selon certains spécialistes de la politique au Gabon, en voulant guérir la gangrène, on a failli ouvrir d'autres plaies, plus graves.

Les mêmes préviennent d'ailleurs que le parti et ses "nouveaux" dirigeants gagneraient à ne pas souffler sur les braises.

Après le conseil provincial de l'Ogooué-Ivindo

Comme des habits neufs pour le PDG

Innocent M'BADOUMA.
Libreville / Gabon

L'ELECTION des membres des instances décisionnelles du Parti démocratique gabonais (PDG) dans l'Ogooué-Ivindo offre un éclairage tant sur la vie interne du parti dans cette région que sur la revitalisation qui pourrait en résulter sur l'échiquier politique de la province. C'était une élection des plus attendues, suite au report du Conseil provincial.

Tant les bruits d'un refus du vote comme mode de désignation des membres des instances décisionnelles du parti avaient couru au sein de l'opinion. Le discours du secrétaire général Eric Dodo Bounguenza à Makokou, insistant sur l'élection, les propos va-t-en-guerre dans les réseaux sociaux du sénateur Berni Bie Emame et Frédéric Ntera Etoua, deux prétendants au Bureau politique, ont fini par braquer les radars



Renforcer la discipline chez les frondeurs du Parti comme Berni Bie Emame, un chantier du PDG à Ntang-Louli.

de l'opinion nationale sur l'Ogooué-Ivindo.

Contrairement aux pronostics, le scrutin s'est déroulé dans un calme, déjouant les prophéties apocalyptiques. Les "Pdgistes" ont montré leur capacité à surmonter les contingences politiques, et traduit leur maturité politique par le retrait de candidatures, à Mékambo et à Bououé, au profit d'autres. Ces retraits de candidature, au goût tantôt amer, faits par entente, tactique, pragmatisme ou stratégie, ne signifient pas pour autant

"absence de frustrations". « Nous n'avons pas voulu nous opposer à un ministre en fonction. Cela ne serait pas bien vu. Nous avons bon espoir qu'il pensera à nous le moment venu », a dit un militant qui s'était porté adversaire du ministre délégué Guy-Maixent Mamiaka au poste de membre du Bureau politique à Boué. « La confrontation ne valait pas la peine », explique un proche de Edwige Essoukou Betah, ministre déléguée à l'Économie, pressentie pour s'opposer



Prisca Amaheba Koho-Nlend, nouveau membre du Bureau politique

à Prisca Amaheba Koho-Nlend, restée seule en lice. Comme on l'imagine, le maintien de la sérénité et de la cohésion au sein des rangs du PDG dans l'Ogooué-Ivindo va dépendre de la capacité des leaders à redistribuer les cartes. Sinon, il est à craindre l'apparition du phénomène "des militants chauve-souris"; c'est-à-dire la journée au PDG, la nuit dans l'opposition. Une pratique ayant existé par le passé et que nul n'ignore. En plus des frustrations à

gérer, le PDG doit se reconstruire une image de parti aux leaders cohérents. Les récentes sorties sur les réseaux sociaux de deux militants ayant trébuché aux récentes élections, à savoir le sénateur Berni Bie Emame (25 voix) traumatisé par sa défaite face au ministre d'Etat Alain-Claude Bilie-By-Nze (423 voix) et Frédéric Ntera Etoua (68 voix contre 900 pour son adversaire Nkegna), confèrent au PDG l'image d'une foire d'empoigne où s'émancipent le

commerce de l'injure et l'art de la délation. De quoi dérouter une base, surtout une jeunesse, en quête de valeurs et de modèles.

Autres leçons à tirer de cette élection : l'engagement et la montée en puissance des jeunes figures parmi les leaders provinciaux. C'est le cas de Prisca Amaheba Koho-Nlend, moins de 40 ans, qui accède au Bureau politique en s'imposant au 1er siège du département de la Zadié. On note aussi une percée significative de la communauté Haoussa et musulmanes au sein des instances décisionnelles du parti. C'est le cas de Alexandry Ilongo Adamou, arrivé en tête des membres du Conseil national élus de Mékambo.

Enfin, avec un peu plus de 700 membres élus au Comité central et au Conseil national, le PDG se constitue ainsi une armée de militants au service de futures joutes électorales. « C'est un outil stratégique du maillage du terrain pour les prochaines compétitions électorales », note un doyen